

Le Collectif Citoyen pour l'Agro-Ecologie (CCAÉ)
Burkina Faso



Rapport d'activités :

***« Les 1ères Journées Mondiales pour la Souveraineté
Alimentaire et populaire » !***

Novembre 2015

Introduction :

Du 13 au 15 novembre derniers se déroulaient les 1^{ères} Journées Mondiales pour la Souveraineté Alimentaire et Populaire, auxquelles participaient 15 villes de 6 pays à travers le monde !

Ces journées ont vu le jour suite à l'initiative du Collectif Citoyen pour l'Agro-Écologie qui s'est formé à Ouagadougou pour lutter contre les OGM avec l'organisation de la 1^{ère} marche mondiale contre Monsanto et les OGM le 23 mai 2015 à Ouagadougou et promouvoir l'Agro-écologie (CCAÉ).

Ces journées mondiales ont été l'occasion de conférences, projections populaires, baptêmes symboliques, et d'événements festifs dans différentes villes du Burkina Faso. Nous avons souhaité partager avec vous un résumé de ces journées, accompagné de photographies et de liens vers des présentations plus détaillées des conférences et des activités.

VENDREDI 13 NOVEMBRE

La journée de Vendredi commence par l'ouverture des 1^{ères} Journées Mondiales pour la Souveraineté Alimentaire et Populaire par le Secrétaire Général, représentant du ministre de l'Agriculture burkinabè, en préambule de la conférence « **Souveraineté Alimentaire et Changement Climatique : enjeux et perspectives** » à l'Institut Français de Ouagadougou.

Cette conférence est animée par 3 communications : la première de M. Pierre Claver Damiba, consultant international spécialiste du développement et des enjeux agricoles, la deuxième de Mme Simone Zoundi présidente de la Fédération des Industries Agro-Alimentaire (FIAB) et directrice de la Société d'Exploitation des Produits Alimentaires (SODEPAL) et enfin celle de M. Mathieu Savadogo, président du Conseil National de l'Agriculture Biologique (CNABio) et directeur de l'ONG ARFA.



La communication de M. Pierre Claver Damiba présente **les risques immenses qu'entraînent le réchauffement climatique vis-à-vis de la Souveraineté Alimentaire, souligne les solutions apportées par l'agro-écologie pour y faire face**, ainsi que la nécessité d'une bifurcation urgente et de grande ampleur vers un modèle d'agriculture durable. Les communications de Mme Zoundi et M. Mathieu Savadogo présentent l'avancée de l'Agro-écologie au Burkina Faso, les défis à relever ainsi que les solutions et les perspectives de développement. La richesse des informations et l'importance de l'enjeu soulevé par ces communications provoquent un vif intérêt dans la salle. Lors du débat, plus d'une douzaine de participants prennent la parole pour questionner les panélistes. Les réponses sont **l'occasion pour les conférenciers d'affirmer que le modèle d'agriculture durable est une réponse efficace et adaptée au contexte burkinabè, que l'agro-écologie peut nourrir le Burkina Faso et ainsi être garante d'une véritable Souveraineté Alimentaire**, enfin qu'il faut effectuer un travail d'éducation à l'agriculture biologique, auprès des producteurs et des consommateurs.

(Vous pouvez retrouver les résumés de ces 3 communications en annexe de ce document)



Suite à la conférence, nous suivons Mme Zoundi dans son quartier pour **le baptême symbolique du « Carrefour de la Souveraineté Alimentaire »**.



Les activités du vendredi se concluent à 19h à l'Espace Mains du Monde pour **la projection du film « Je Mange donc je suis » de Vincent Bruno**.

SAMEDI 14 NOVEMBRE

La journée de Samedi est marquée par une conférence-débat avec le ministre de l'agriculture à Ouagadougou, mais aussi par les activités menées simultanément à Bobo Dioulasso et Koubri.

A Bobo, le film « Bagadji les poisons » de Abraham Fofana est projeté devant une assistance modeste mais très intéressée, le débat qui suit est riche et donne l'occasion d'échanger sur les questions de l'agro-business, de l'accaparement des terres, de l'utilisation des intrants, engrais et pesticides également, et sur l'agro-écologie. La différence entre souveraineté alimentaire et sécurité alimentaire fit également l'objet de discussions intéressantes.

A Koubri se déroulait toute la journée la « Fête de la récolte – Bio pour tous ! » organisé par l'association Watinoma. Une exposition de produits bio, un spectacle de théâtre forum « **La Terre ne ment pas** », un concert avec Hado Ima et une Projection-Débat ont nourri cette journée placée sous le signe de l'agro-écologie et de la bonne humeur.

A Ouaga, plusieurs activités sont menées. Dès 8h, le « **Marché Biologique et Local pour la Souveraineté Alimentaire** », est baptisé au restaurant le Tinkisso dans le quartier de Koulouba.



Ensuite, le CCAE prend la route pour le lycée agricole du village Bingo où est projeté le film « *Bagadji, les poisons* ». Ce film burkinabè montre bien les conséquences néfastes des pesticides sur la santé des hommes, la qualité du sol et de l'eau.



La salle est remplie par près de 80 élèves. Dès la fin de la projection les questions fusent, les élèves sont très intéressés par l'agro-écologie et demandent que le CCAE reviennent leur présenter concrètement comment produire biologique. Leur énergie est communicative et nous nous engageons à donner suite à ce premier échange.

Dans le même temps, à l'Université Catholique Zougri, les films « *Je mange donc je suis* » de Vincent Bruno et « *Le Monde selon Monsanto* » de Marie-Monique Robin sont projetés. Les étudiants se montrent intéressés par les enjeux soulevés et demandent à participer à la conférence-débat organisée avec Monsieur le ministre de l'Agriculture.

La Conférence-Débat de Samedi après-midi est l'un des points centraux de ces journées. En effet, le CCAE accueillait M. François Lompo, ministre de l'Agriculture, de l'Hydrauliques, des Recherches Halieutiques et de la Sécurité Alimentaire, M. Patiendé Arthur Kafando, ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, ainsi que les directeurs généraux des différents départements ministériels rattachés.



A la tribune était également présent le député M. Ousmane Tiendrebeogo, M. Christian Legay coordinateur du CCAE et M. Ali Tapsoba porte-parole du CCAE et modérateur de la conférence.

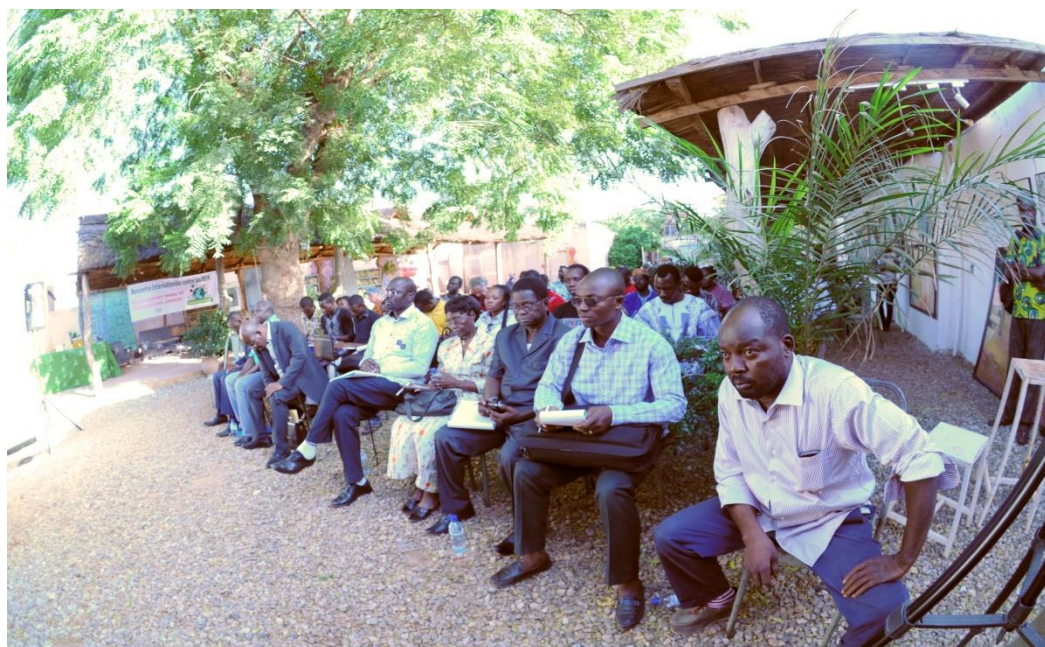
Le ministre de l'Agriculture a été interpellé par le CCAE au sujet de la mise en œuvre de politiques visant à la souveraineté alimentaire, sur les questions de formation et de recherche dans le domaine agricole, enfin sur la position du gouvernement face aux OGM. Les ministres ont également été interpellés par le public, notamment sur la place de l'agro-écologie dans la politique ministérielle, sur les Accords de Partenariats Économiques (APE), l'insuffisance de modernisation des outils agricoles ou encore les dispositions face à l'accaparement des terres.

M. Lompo a reconnu que la Souveraineté Alimentaire était un droit, qu'il fallait lutter contre la dégradation des sols et investir d'avantage dans la modernisation des outils agricoles, ainsi

que dans la formation et dans la recherche. Il a également souligné que des textes législatifs sont en vigueur concernant les pesticides mais qu'ils ne sont pas appliqués. Enfin, il a reconnu que les politiques menées par l'OMC vont à l'encontre de la Souveraineté Alimentaire. Aussi, **M. Kafando a regretté que le Burkina Faso était « presque contraint d'aller aux APE ».** **Les ministres ne se sont pas engagés en faveur de l'agro-écologie pour autant,** préférant souligner que ce sont aux acteurs privés de choisir quelle agriculture ils veulent promouvoir.

La question des OGM a donné lieu à un long débat. En substance, **le gouvernement ne prend pas position,** M. Lompo a souligné qu'il n'était pas opposé aux OGM, il a dit souhaiter plus de conclusions scientifiques, et parle des OGM en terme de « bio-technologies » qui peuvent être **des outils « comme les autres ».** Il a souligné qu'il souhaitait laisser le libre choix, et que selon lui, le rôle du gouvernement n'était pas de prendre position et d'interdire un « outil technologique ». Il a néanmoins reconnu qu'au-delà des questions agricoles, sanitaires et économiques, **les intérêts financiers étaient déterminants** dans cet enjeu. Il a également soulevé **la question éthique liée au brevetage du vivant.**

Évidemment cette position, sous couvert de neutralité, de posture scientifique et de « besoins concrets », va dans le sens des politiques néo-libérales qui menacent la Souveraineté Alimentaire. Aussi, le public ainsi que M. Ousmane Tiendrebeogo ont souligné **les dangers sanitaires, la dépendance politique et la non utilité des OGM, ainsi que les dégâts déjà causés par le coton OGM au Burkina Faso** et ont demandé au gouvernement **une opposition franche aux OGM.** Ali Tapsoba a mentionné le projet d'organiser une conférence à Ouagadougou en 2016, en présence de chercheurs internationaux, visant à démontrer les dangers liés aux cultures OGM.



Si la position du gouvernement laisse présager les difficultés qu'aura la société civile pour faire valoir son droit à la Souveraineté Alimentaire et au refus des OGM, **l'objectif du CCAE d'interpeler le gouvernement et d'être reconnu par celui-ci comme un interlocuteur sérieux est atteint.**

En parallèle de la conférence, le CCAE organisait la projection de deux films, « *Le Monde selon Monsanto* » et « *Bagadji, les poisons* », **dans le quartier populaire de Wayalghin.**



DIMANCHE 15 NOVEMBRE

Ces 1ères Journées Mondiales pour la Souveraineté Alimentaire se sont achevées dimanche par la **projection du film « *Bagadji, les poisons* »** à l'Espace Mains du Monde, en présence d'Abraham Fofana, le réalisateur et de Abdoul Karim Sanou, ingénieur de conception du développement rural qui ont pris la parole pour expliquer plus en détail les **problèmes sanitaires et écologiques qu'entraîne l'utilisation des pesticides**. La soirée a été conclue par un mot du coordinateur du CCAE, M. Christian Legay, qui a souligné **l'importance et la nécessité de la lutte menée par le CCAE contre les OGM et les intrants chimiques**. Il a également affirmé que l'agro-écologie offre des solutions concrètes et durables pour la Souveraineté Alimentaire et pallier aux effets du changement climatique. Enfin il a tenu, au nom du CCAE, à remercier tous les participants et les structures qui ont soutenu et rendus possibles les événements de ces JMSAP.

« Continuer la lutte est impérative, car le degré de sensibilisation du peuple burkinabè et sa capacité à se mobiliser seront déterminants si l'on ne veut pas des semences OGM au Burkina Faso »

Nous nous donnons donc rendez-vous dès le printemps 2016 afin de mener des actions citoyennes qui soient à la hauteur de la menace qui pèse sur la terre et les peuples, du Burkina Faso et du Monde.

Fait à Ouagadougou, le 25 novembre 2015

Version finalisée le 25 janvier 2016

La Coordination du CCAE

Annexe 1 : M. Pierre Claver Damiba : « Portée alimentaire des changements macro-climatiques et étude de cas d'enjeux et de perspectives de souveraineté alimentaire face aux changements climatiques ».

« Il faut promouvoir l'adaptation fondée sur les écosystèmes, dont l'objectif est d'atténuer les effets du changement climatique en utilisant des systèmes naturels, comme l'agriculture biologique durable. »

La communication assurée par M. Pierre Claver **DAMIBA** est très riche, elle offre une vue d'ensemble des problématiques agricoles liées au réchauffement climatique, argumentée par une documentation et des ressources statistiques éloquentes et exemplifiée par une étude de cas. Nous vous invitons à en étudier le document (lien).

M. Damiba rappelle que la Souveraineté Alimentaire peut être définie comme le droit des populations de répondre elles-mêmes à leurs besoins alimentaires par des politiques écologiquement, socialement, économiquement et culturellement adaptées aux contextes spécifiques. Ainsi elle englobe l'alimentation des populations, la valorisation des producteurs, le renforcement du contrôle local, la construction des savoirs et savoir-faire, et le travail avec la nature.

Face aux réchauffement de la planète, de multiples interrogations apparaissent :

- Comment le réchauffement climatique impacte-t-il la Souveraineté Alimentaire ?
- L'Afrique peut-elle maîtriser sa Souveraineté Alimentaire dans ce contexte ?
- Par quels moyens ?
- Quelle doit être la place de l'Agro-Ecologie face à ce défi qui menace l'ensemble du vivant ?

La présentation de M. Damiba nous permet d'y voir plus clair.

« Nous sommes en train de vivre les conditions de détérioration des fondamentaux de notre économie agricole et alimentaire »

La question de la Souveraineté Alimentaire est fortement impacté par le réchauffement climatique. Celui-ci entraîne des risques et des conséquences néfastes multiples comme les sécheresses, l'irrégularité de la pluviométrie ou la réduction du foncier agricole qui aggravent l'insécurité alimentaire. Ces conséquences naturelles sont aggravées par de nombreux facteurs humains comme l'utilisation des semences artificielles (OGM) Monsanto et de tous les intrants chimiques, le manque de transmission des techniques et des savoirs paysans traditionnels, le recours à l'importation qui

fait croître la dépendance alimentaire, la faiblesse de contrôle de l'exploitation des ressources, la faiblesse de l'éducation financière des paysans, l'accroissement de la pauvreté rurale, l'insuffisance des semences améliorées et des équipements moderne, ainsi que l'accroissement de la population. De plus, selon les prévisions des organisations internationales, les conséquences du réchauffement climatique devraient lourdement s'aggraver. Ainsi un réchauffement d'environ deux degrés Celsius entraînerait une réduction de 10% du rendement agricole total en Afrique subsaharienne d'ici 2050; un réchauffement supérieur (plus probable) pourrait porter ce chiffre à 15 ou 20%. Si le réchauffement dépassait les trois degrés Celsius, toutes les régions actuellement productrices de maïs, de mil et de sorgho deviendraient inadaptées à ce type de cultures.

« Paysans, scientifiques et décideurs doivent travailler ensemble dans un climat de confiance mutuelle, afin de développer une utilisation durable des ressources biologiques des différentes régions ».

Les risques qu'entraîne le réchauffement climatique menacent directement et avec une ampleur inégalée la Souveraineté Alimentaire des pays africains. S'il n'y a pas un changement radical des politiques agricoles à l'échelle régionale, les conséquences seront désastreuses. Aussi, et c'est un des points central de la présentation, les réponses au réchauffement climatique doivent assurer l'intégrité de l'éco-système par le recours à une agriculture biologique, durable et maîtrisée, alliant les savoirs traditionnels et les connaissances et technologies modernes dans une perspective de plus grande autonomie paysanne. Pour ce faire, de nombreuses pistes sont avancées par M. Damiba ; Négociateur au niveau de l'OMC ***« l'exception de développement »***, intégrer les petits producteurs dans des organisations collectives, repenser les politiques d'aide au développement en les recentrant sur l'agriculture paysanne, investir dans les équipements et la recherche...

Enfin, l'étude de cas du village de Nakalbo met en évidence à quel point les risques évoqués sont réels et déjà douloureux pour les paysans burkinabè. Mais elle montre aussi que le recours à l'agro-écologie et à des solutions comme la technique des Sand Dam ou des digues flottantes sont efficaces.

Cette communication a bien montré que les conséquences du réchauffement climatique sont déjà là, qu'elles multiplient les risques alimentaires, écologiques et sociaux. Nous sommes alors dans l'obligation de formuler une réponse collective et durable : la Souveraineté Alimentaire. Ainsi comme le souligne M. Damiba : ***« La réduction potentielle de la biodiversité, des cultures et des ressources en eau devrait obliger l'Afrique à réexaminer son système alimentaire actuel, obligeant le continent à travailler avec la nature et non contre elle ».***

Annexe 2 : Mme Simone Zoundi : « Enjeux, défis et perspectives de la transformation agroalimentaire au Burkina Faso ».

Simone **ZOUNDI**, présidente de la Fédération Nationale des Industries de l'Agro-Alimentaire du Burkina Faso (FIAB) et directrice de la société SODEPAL.

« Transformer les produits locaux pour se développer dans la garantie de la Souveraineté Alimentaire »

Mme Zoundi rappelle que la transformation des produits agricoles (regroupant céréales, fruits et légumes, bétail, lait, produits forestiers, oléagineux, racines et tubercules) offre des perspectives de développement endogène très intéressantes et contribue à répondre aux enjeux soulevés par la Souveraineté Alimentaire : la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la réduction du déficit de la balance commerciale, la réduction de l'exode rural, la valorisation du savoir-faire local et la conservation des produits.

« Surmonter les difficultés de la transformation agro-alimentaire : un enjeu de développement national ».

Le secteur de la transformation agro-alimentaire est très dynamique, il rencontre pourtant des difficultés importantes, notamment face à la concurrence des produits importés, aux nouveaux modes de consommation ou encore pour garantir la sécurité alimentaire.

Plusieurs défis sont soulevés à toutes les échelles de la production ; le renforcement de la capacité des producteurs (face à l'exode rural, les difficultés pour l'accès aux financements, l'insuffisance ou l'absence de formation), des transformateurs (pour l'accès à des emballages adaptés, la maîtrise des normes de transformation et conservation), des distributeurs (l'accès au marché et l'organisation des réseaux de distribution), des consommateurs (qui passe par la valorisation des produits locaux) et de la recherche et développement (pour des innovations adaptées au contexte burkinabè).

Mme Zoundi rappelle alors l'importance du plaidoyer auprès des institutions pour un développement de la certification, une prise en compte des contraintes du secteur, et surtout l'élaboration d'une stratégie nationale de promotion des produits locaux transformés.

« S'organiser pour promouvoir les produits locaux ».

Elle présente ensuite le rôle de la FIAB face à ces enjeux. La FIAB est une organisation professionnelle qui regroupe des PME/PMI et des associations qui interviennent dans la transformation des produits nationaux. Elle contribue au renforcement des capacités de transformation, de commercialisation et d'analyse d'une part, et à la défense des intérêts et l'élaboration de programmes de développement économique d'autre part. La FIAB, avec différents partenaires, a initié les Journées Agro-Alimentaires (JAAL), organisées tous les 2 ans depuis novembre 2000. Cet événement donne une visibilité aux produits locaux, et permet aux acteurs d'échanger et de développer des partenariats nationaux, sous régionaux et internationaux pour renforcer les échanges Sud-Sud.

« Connecter l'agriculture familiale aux marchés : des enjeux institutionnels, économiques, sociaux et alimentaires ».

En conclusion, Mme Zoundi rappelle que le Burkina Faso dispose d'un marché potentiel très important auquel s'ajoute celui de la sous-région. Le secteur de la transformation peut connecter l'agriculture familiale à ces marchés et ainsi garantir la Souveraineté Alimentaire, mais cela ne sera rendu possible que si les efforts nécessaires sont assumés. Parmi ceux-ci, Mme Zoundi préconise des réformes institutionnelles (loi d'orientation, agence dédiée, programme d'appui et réglementation), le renforcement des capacités économiques du secteur (accès à l'eau et l'électricité, accès au financement pour les équipements et matière premières, accès aux emballages, accès à des zones dédiées), le développement de la formation et l'encadrement technique (techniques de transformation, normes, traçabilité, hygiène, gestion), la sensibilisation des populations (appuyer les foires nationales et sous régionales, reconnaître l'utilité des structures de promotion des produits locaux comme la FIAB).

Après son intervention, Simone Zoundi présente les produits alimentaires de la société SODEPAL qu'elle a créée en 1992. Ces produits permettent de lutter contre la malnutrition et les risques de famine, ils sont biologiques et produits au Burkina Faso, surtout, ils nous rappellent que l'Afrique peut être souveraine de son alimentation, à condition de valoriser la richesse de ses produits naturels.

Annexe 3 : M. Mathieu Savadogo : « Agriculture écologique / biologique au Burkina Faso : acquis et perspectives »

M. Mathieu SAVADOGO, directeur de l'ONG ARFA et président du CNABio.

« L'agro-écologie, voir l'agriculture biologique, dont nous défendons tant les vertus, se positionne à la fois comme une alternative de taille pour la réalisation de la Souveraineté Alimentaire et pour l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques »

La Souveraineté alimentaire doit être une liberté accompagnée d'une capacité effective.

Mathieu Savadogo rappelle que la Souveraineté Alimentaire repose à la fois sur la capacité et la liberté d'organiser la production, la transformation et la distribution des produits agricoles pour la satisfaction des droits alimentaires des populations.

Cette liberté est pourtant souvent fragilisée (et même niée par plusieurs menaces ; l'insuffisance de semences locales paysannes qui sont une alternative aux semences importées et aux OGM en forte augmentation, la concurrence des produits importés, les appuis ciblés qui contraignent certaines cultures à disparaître.

De plus, les capacités sont également fragilisées par des facteurs exogènes et endogènes ; aléas climatiques, dégradation des ressources naturelles, insuffisance de moyens des paysans, absence de synergie ministérielle... les conséquences s'en font sentir avec des appuis inadéquats, la lourdeur des procédures, le temps de travail sur le terrain réduit par des tâches administratives, les exigences contradictoires des partenaires techniques et financiers...

Il faut alors se demander quelles peut être la contribution concrète de l'agro-écologie à l'avènement de la souveraineté alimentaire au Burkina Faso ?

« L'agro-écologie : un mouvement mondial pour une agriculture durable et maîtrisée ».

Mathieu Savadogo rappelle que l'agro-écologie est un mouvement en expansion sur chaque continent. 417 000 hectares en Afrique, de 0,1 million d'ha en 1985 à 7 399 000 ha en 2006 en Europe, 16 % des cultures du continent américain, elle tend à devenir une véritable alternative face aux risques sanitaire et écologique de l'agriculture industrielle.

Il rappelle les 4 principes fondateurs de l'agro-écologie :

- le principe de la **santé** (des sols, des plantes, des animaux, des hommes et de la planète),
- le principe **écologique** (la préservation des cycles et des systèmes écologiques vivants),
- le principe **d'équité** (des relations qui assurent l'équité par rapport à l'environnement commun et aux opportunités de la vie),
- le principe de **précaution** (responsabilité vis-à-vis des générations présentes et futures et de l'environnement). Par ces principes, la mise en œuvre de l'agriculture biologique se traduit par l'action favorable de l'homme sur cinq éléments fondamentaux (sol, eau, plante, animal et paysage) pour lever les contraintes et asseoir les bases d'une agriculture durable, capable de produire des aliments sains et en quantité, tout en préservant les ressources naturelles.

« L'Agro-écologie au Burkina Faso : des expériences au service de la Souveraineté Alimentaire ».

Au Burkina Faso, on dénombre aujourd'hui environ 11 200 producteurs et cueilleurs de produits certifiés bio et bio-équitable. Néanmoins les produits naturels et écologiques (surtout des légumes) qui ne sont pas certifiés sont très nombreux mais ne rentrent pas dans les statistiques. L'agriculture biologique a d'abord été impulsé par des ONG et des associations de développement au début des années 80. Elle va ensuite se développer par l'action d'ONG et d'associations spécialisées et se répandre sur le territoire. En mars 2011, plus de 40 structures joignent leurs expériences et leurs forces pour créer le Conseil National de l'Agriculture Biologique (CNABio) au Burkina Faso, qui a pour but, outre la sensibilisation, le plaidoyer et l'appui technique, de mettre en place une certification participative et accessible à savoir le Système Participatif de Garanti (SPG).

Ainsi, le Burkina Faso dispose d'une grande expérience en matière d'agro-écologie, ONG, associations, paysans, chercheurs ont mis au point de nombreuses techniques pour améliorer la fertilité des sols et retenir l'eau et ainsi accroître les rendements agricoles ; les aménagements antiérosifs, la diversification des cultures (rotation, association, assolement), la fertilisation naturelle, l'agroforesterie, la protection naturelle, les ouvrages de collecte d'eau de pluie et de recharge de la nappe souterraine, la promotion de la culture attelée comme source d'énergie renouvelable et durable.

« Il ne manque que la volonté politique pour que l'agro-écologie puisse effectivement nourrir le monde, et de manière saine. »

Pour conclure sa présentation, Mathieu Savadogo rappelle quelques grandes déclarations des organisations internationales au sujet de l'agriculture biologique comme la déclaration de Lusaka (mai 2012) qui demande à ce que l'agriculture biologique soit au centre de l'agenda du développement africain, la Conférence Internationale de l'ONU/FAO (mai 2007) qui reconnaît que l'Agriculture Biologique peut, par une volonté politique, contribuer à la réalisation de la sécurité alimentaire.

Pour le contexte burkinabè, les enjeux immédiats sont les suivants ; la mise à disposition des intrants naturels (rendre accessible le Burkina Phosphate présent au Burkina), une plus grande implication de la Recherche Nationale pour la production de semences paysannes et des produits biologiques de contrôle des ravageurs de cultures, la formation de cadres et de producteurs spécialisés en Agriculture Biologique aujourd'hui supportée uniquement par les acteurs privés (ONG/association).

La réponse à ces enjeux relève de la volonté politique. L'agro-écologie est techniquement, humainement et économiquement soutenable. Si les pouvoirs publics s'engagent à soutenir l'agro-écologie, celle-ci tracera la voie d'une véritable Souveraineté Alimentaire, sanitairesment fiable, socialement juste et écologiquement responsable.